



UNE CLASSE DIRIGEANTE ET UN SYSTÈME SOCIAL À RENVERSER !

Dimanche, le Premier ministre a introduit son long satisfecit en déclarant : « *Nous avons réussi le confinement ensemble, nous allons ensemble réussir le déconfinement* ». De qui se moque-t-il ?

Les soignants ont été envoyés au front sans armes ni munitions pendant de longues semaines. Le personnel des Ehpad et les aides à domicile restent, pour la plupart, livrés à eux-mêmes. Les salariés qui ont continué de travailler le font souvent sans les protections élémentaires.

Quant au confinement, il plonge des millions de familles populaires dans des difficultés matérielles, financières et psychologiques insupportables. Il ne reproduit pas seulement les inégalités sociales, il les creuse. Les plus précaires ont tout simplement perdu leur gagne-pain. Les autres voient leur salaire amputé de 200 à 300 € suite au chômage partiel, alors que leurs dépenses augmentent du fait, notamment, de la fermeture des cantines. Le gouvernement se targue d'aider les plus démunis, mais le fait est que les files s'allongent devant les Restos du cœur ou le Secours populaire !

Alors oui, les inégalités s'aggravent, y compris sur le plan scolaire où beaucoup d'enfants ont décroché. Macron et Blanquer prétendent que l'école rouvrira le 11 mai pour les pallier. Là encore, ils nous mentent : cette décision a été arrachée par le grand patronat de façon à ce que les salariés soient libérés pour retourner se faire exploiter.

Philippe présente le confinement comme une « *stratégie* » réfléchi. Mais il navigue à vue depuis le début de la crise. Cette gestion erratique n'est pas uniquement due aux nombreuses inconnues soulevées par ce nouveau virus. Elle résulte aussi des pressions du grand patronat pour que la production reprenne au plus vite et elle est amplifiée par des décennies d'abandon des hôpitaux sacrifiés à la course à la rentabilité et la financiarisation.

Si le confinement dure, c'est que l'État est incapable de dépister en masse pour isoler les malades et casser les chaînes de transmission. Comme il est incapable, au bout de trois mois de crise, de fournir les masques, les surblouses et les gants en quantité nécessaires.

Cette crise sanitaire révèle la faillite de toute notre organisation sociale et l'irresponsabilité de la bourgeoisie qui la dirige. Le grand patronat dispose des moyens industriels et des compétences pour

produire ce dont on manque. Il emploie des ingénieurs habitués à résoudre des problèmes autrement plus complexes que de fabriquer des masques et des écouvillons pour les tests ! Il sait où trouver fournisseurs et matières premières. S'il en avait la volonté, il accélérerait les choses.

Eh bien non ! Les travailleurs, les exploités, « *ceux qui ne sont rien* » d'après Macron, démontrent tous les jours qu'ils savent se dévouer pour la collectivité. La bourgeoisie fait la démonstration inverse. Même en pleine épidémie, elle est aveuglée par ses intérêts égoïstes, ses parts de marchés et ses cours boursiers.

Cette crise sanitaire a déclenché une crise économique sans précédent. Comme pour toutes les crises, la bourgeoisie cherchera à la faire payer aux travailleurs. Elle fait pression depuis des semaines pour que tous les travailleurs reprennent le chemin des usines quoi qu'il en coûte pour leur santé et celle de leur famille.

Dans nombre d'entreprises, elle a réussi à voler des jours de RTT, voire une ou plusieurs semaines de congés payés, alors même que l'État s'est substitué à elle pour payer, avec notre argent, le chômage partiel ! Et plus la crise se prolongera, plus les attaques seront dures.

Certains porte-parole patronaux anticipent déjà des plans de licenciements massifs et calculent le nombre des futurs « *morts économiques* », comme s'ils étaient tout aussi inévitables que les victimes du Covid. Ils font passer pour la fatalité ce qui n'est rien d'autre que la lutte de classe. Et s'il n'y a pas encore de traitement ni de vaccin contre le virus, les travailleurs ont, eux, le remède contre ces attaques patronales : ce sont les luttes collectives.

Au-delà des combats pour défendre leur vie au jour le jour, les travailleurs ont à se poser le problème de l'organisation sociale dans son ensemble. L'humanité finira par trouver la réponse au défi lancé par ce virus inconnu. Mais dans le cadre du capitalisme, on ne pourra pas éradiquer les maux aussi anciens que la misère et la précarité, le manque de logements, l'abandon des services utiles à la population, sans parler des crises et du sous-développement des pays pauvres. Il s'agit d'un défi que seuls les travailleurs peuvent relever. Et ils le remporteront s'ils renouent avec le combat des générations anciennes visant à contester cette organisation basée sur l'exploitation et la domination d'une classe sociale.

NOS VIES AVANT LES PROFITS

La direction de PSA Sochaux, suivant le MEDEF, est pressée de nous mettre au boulot car sans nous, pas de bagnoles, donc pas de profits.

Elle prétend avoir pris toutes les dispositions pour qu'on échappe au Covid 19 à l'usine. Mais dans le cas contraire, comme par le passé, ce sera à priori toujours la faute du travailleur qui n'aurait pas respecté les consignes.

Aujourd'hui comme hier, c'est ça le capitalisme.

LES PAPIERS ET LES ACTES, CA FAIT DEUX !

La semaine dernière, à Sochaux, la direction nous a envoyé un courrier avec « un questionnaire sur les pathologies » à retourner, et, « un protocole d'auto surveillance », à remplir.

Mais faire mine de se préoccuper de notre santé est une chose, agir pour la préserver, une autre !

À BAS CETTE SOCIÉTÉ D'EXPLOITEURS

La direction de Sochaux et une partie de l'encadrement répandent leur vérité selon laquelle : « pas de production, pas d'argent qui rentre ». Ils font mine de découvrir que sans nous ils ne sont rien.

Jusqu'à aujourd'hui le patron n'a rien déboursé pour payer le chômage. Reste que pour les travailleurs, l'économie entre les mains des capitalistes démontre, une fois de plus, leur irresponsabilité pour la société, obnubilés qu'ils sont par le pognon. Hier, pour leurs profits, les capitalistes ont été jusqu'à déclencher des guerres mondiales en laissant risquer leur vie à d'autres.

Aujourd'hui, ils tentent de relancer la machine à profits, malgré les risques du Covid-19.

COMPACTAGE

Cela fait un paquet d'années que PSA a mis en place, dans ses usines, le compactage des surfaces pour faire le même travail sur moins de mètres carrés. Des bâtiments entiers ont été détruits pour concentrer plusieurs activités dans le même atelier où les ouvriers se retrouvent serrés comme des sardines.

Et pour les mesures sanitaires, la « distanciation sociale » où est-elle maintenant ?

ON NE VIT PAS DANS UNE BLANCHISSERIE

La direction de PSA Mulhouse a annoncé qu'à la reprise, la très grande majorité des vestiaires seront fermés.

On devra donc venir et rentrer en bleu de travail. « Il faudra tout de suite laver votre tenue à 60°, et chaque jour », rajoute la direction. Ce qui signifie augmenter le risque de ramener le virus à la maison qui s'ajoute à celui de le ramener du boulot.

En fait, plus on en apprend sur la reprise, moins on en a envie.

L'ÉTAT ROULE POUR LES CAPITALISTES

Chacun a pu assister aux combats des travailleurs de la santé contre le manque de personnels et de moyens. Mais tous les gouvernements ont privilégié la rentabilité capitaliste au détriment de ce qui est utile aux travailleurs et à la population. C'est ce fonctionnement de la société qui est en cause dans la catastrophe sanitaire d'aujourd'hui.

DECONFINEMENT DES PROFITS

Les annonces d'entreprises qui ont repris le travail, qui s'apprêtent à le faire, n'arrêtent pas. Le Covid-19 aurait-il été vaincu ? Le confinement serait-il levé ? Non. Les risques sont toujours là. Tout comme la soif de profit du patronat. Faire des profits avec la santé et la peau des salariés, c'est le b-a-ba du capitalisme.

« C'EST LA MOINDRE DES CHOSES »

Le ministre de la Santé a affirmé que les professionnels de santé malades du coronavirus seraient reconnus comme victimes d'une maladie professionnelle. « C'est la moindre des choses », a-t-il précisé. Cette « moindre des choses » n'est toujours pas passée dans les textes.

Sans attendre, le ministre de l'Intérieur a, lui, réclamé le même régime pour les policiers. Et pour tous les autres ? Les caissières, les vigiles, les livreurs, les facteurs, les chauffeurs de bus, les éboueurs et tous ceux qui sont obligés de prendre le risque d'être contaminés pour aller travailler ? Pour l'instant, rien n'est annoncé. Pour nos gouvernants, ce n'est manifestement pas une priorité.

L'ENFER DU CONFINEMENT

2,8 millions de personnes vivent en France dans des logements insalubres, minuscules, sans confort. En temps normal, c'est déjà difficile à vivre. Avec le confinement, cela s'apparente à une peine de prison. En outre, il y a ceux qui sont contraints de vivre dans des foyers, etc. Les autorités laissent depuis des années les mal-logés à leur sort. Aujourd'hui, ils sont condamnés à une double peine.

LA BOURGEOISIE TELLE QU'EN ELLE-MÊME

Le Medef n'en démord pas : coronavirus ou pas, tous au boulot ! C'est ce que redit son président. Comme certains en haut lieu lui ont dit qu'il ne fallait pas le dire aussi brutalement, Roux de Bézieux a remis ça mais autrement : « *Il serait paraît-il indécent de demander aux Français de travailler plus, mais pourrait-on au moins leur demander de travailler un peu ?* » Pour ces parasites dont la fortune provient de l'exploitation de millions d'hommes et de femmes, ceux qui les engraisent sont des fainéants ! Mais que produisent d'utile les gros actionnaires ?

Contact : Lutte Ouvrière - BP 50394 - 90007 Belfort Cedex - Mail : lo.sochaux@gmail.com
Sur internet : www.lutte-ouvriere.org